

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre - CS 60036  
59820 Gravelines Cedex

Gravelines, le 07/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **N.V BISCUITS DELACRE SA**

116 rue Bellevue  
59850 Nieppe

Références : -  
Code AIOT : 0007001591

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement N.V BISCUITS DELACRE SA implanté 116 rue Bellevue 59850 Nieppe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action coup de poing menée par l'UD du Littoral sur la thématique des moyens d'extinction incendie.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- N.V BISCUITS DELACRE SA
- 116 rue Bellevue 59850 Nieppe
- Code AIOT : 0007001591
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'établissement est spécialisé en biscuits pâtisseries sucrés à travers deux types de fabrication, soit le monoproduit, soit les assortiments. Cette usine comporte des stockages de farine, de sucre, de matières grasses végétales, d'œufs et de chocolat. Elle est composée de 5 lignes fours, 1 lignes pour faire les biscuits sandwichés, 2 lignes enrobage chocolaté, 3 lignes dédiées au mono-produit, 2 lignes manuelles et 1 ligne automatique pour les assortiments.

Le site emploie environ 280 salariés à temps plein et peut produire de l'ordre de 10 000 t/an. En haute saison, de fin juin à mi-décembre, près de 150 intérimaires viennent compléter les équipes. En fonction du type de produits fabriqués, la production du site peut atteindre jusqu'à 45 tonnes par jour.

Cette production est destinée pour 85 % à l'Europe, le solde est expédié au Canada et aux USA.

#### Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Présence des moyens d'extinction prévus sur le site	Arrêté Préfectoral du 24/06/1999, article 15.2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Indisponibilités des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etat des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
3	Maintenance et contrôle des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
4	Rapport de maintenance et de contrôle périodique des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	moyens d'intervention		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que le risque incendie est maîtrisé sur le site. Deux actions correctives doivent cependant être réalisées dans un délai d'un mois :

- s'assurer de l'entretien et de l'accessibilité des points d'aspiration pour les pompiers ;
- réactualiser les données des poteaux incendie et les transmettre au SDIS 59 ainsi qu'à l'inspection;
- établir une procédure à suivre en cas d'indisponibilité des équipements d'extinction incendie.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence des moyens d'extinction prévus sur le site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/1999, article 15.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de secours incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose des moyens notamment en débit d'eau nécessaire pour lutter efficacement contre un sinistre. Ces moyens sont suffisamment denses et répondent aux risques à couvrir.</p> <p>Le réseau d'eau d'incendie doit être maillé et sectionnable. Il est protégé contre le gel et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affecté par une rupture lors d'un sinistre puisse être isolée. Il doit pouvoir assurer au minimum un débit de 120 m<sup>3</sup>/h en toutes circonstances sous une pression de 1 bar.</p> <p>L'établissement dispose d'au moins deux groupes de pompage et de deux sources d'énergie distinctes pour l'alimentation du réseau incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 21 mai 2025, l'exploitant a transmis les besoins en eau à travers la feuille de calcul D9, qui indique un débit de 330m<sup>3</sup>/h, soit 660m<sup>3</sup> pour deux heures.</p> <p>Pour répondre à ces besoins, l'exploitant dispose des moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Trois aires d'aspiration privées</b> (DEL01, DEL02 et DEL03), situées rue Bellevue, offrant chacune un volume utile de 240m<sup>3</sup>, soit un total de 720m<sup>3</sup>.</li> <li>• <b>Deux poteaux incendie extérieurs</b>, dont un (n°5) situé rue de Gand et un autre (n°6) rue Bellevue. Les derniers essais réalisés simultanément en 2016 indiquaient des débits respectifs de 66m<sup>3</sup>/h et 74m<sup>3</sup>/h. L'inspection demande que ces données soient actualisées dans un délai d'un mois et transmises au SDIS ainsi qu'à l'inspection.</li> </ul>

- **Six postes de sprinklage**, alimentés par des citernes spécifiques et secourus par des groupes électrogènes.
- **Des extincteurs** ainsi que des RIA.

L'inspection a communiqué la feuille de calcul au SDIS59, qui a confirmé par courriel du 22mai2025 que le débit retenu était correct.

Néanmoins, elle constate que l'aire d'aspiration DEL01 n'est pas opérationnelle en raison de la végétation environnante, et que les essais réalisés à ce niveau n'ont pas été concluants.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de procéder, dans un délai d'un mois, aux actions suivantes :

- Assurer l'entretien de la zone d'aspiration DEL 01 afin de garantir l'accès des pompiers pour la réalisation des essais nécessaires. L'exploitant devra s'assurer que les points d'aspiration restent accessibles en permanence et veiller à leur entretien.
- Réactualiser les données des poteaux incendie et les transmettre au SDIS 59 ainsi qu'à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 2 : Etat des moyens d'intervention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des moyens d'intervention

#### **Prescription contrôlée :**

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. [...]

#### **Constats :**

L'exploitant dispose d'un POI dans lequel figurent plusieurs plans relatifs aux moyens de lutte contre l'incendie :

- un plan où sont localisés les différents types d'extincteurs,
- un plan des zones équipées de sprinklers,
- un plan où sont localisés les RIA,
- un plan fourni par le gestionnaire d'eau potable, identifiant les poteaux incendie.

Un document recensant la liste de l'ensemble des moyens d'intervention est également disponible.

Le POI prévoit différents scénarios d'incident, accompagnés de fiches réflexes associées. Les agents sont formés tous les deux ans à l'utilisation des extincteurs par la société EUROFEU.

L'exercice d'évacuation, de jour comme de nuit, est réalisé fréquemment dont les dernières dates sont 05/01/2024 ( jour), 27/05/2024 (jour), 07/11/2024 (nuit) et 03/01/2025 (jour).

Sur le terrain, les moyens de lutte contre l'incendie sont bien identifiés. Lors de la visite de l'usine, l'inspection a constaté que les extincteurs et les RIA étaient présents, repérables et accessibles. Aucun défaut n'a été relevé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Maintenance et contrôle des moyens d'intervention

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maintenance et contrôle des moyens d'intervention

**Prescription contrôlée :**

[...] L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. [...]

**Constats :**

L'exploitant procède à la vérification annuelle des RIA, des détecteurs, du SSI et des extincteurs, ainsi qu'à la vérification semestrielle du système de sprinklage.

L'ensemble des rapports a été communiqué par courriel en date du 21 mai 2025.

Le SSI a été vérifié le 31/12/2024 par la société INAREG. Suite à la constatation de non-conformités, une nouvelle visite a été réalisée par la même société le 12/05/2025. Les extincteurs ont été vérifiés par la société CHUBB SICLI les 19, 20, 23, 24, 26 et 27 décembre 2024. Les RIA ont été vérifiés par la société CHUBB SICLI le 27/12/2024. Le système de sprinklage a été vérifié semestriellement par la société TYCO, le 20/06/2024 puis le 25/11/2024. Aucune non-conformité n'a été relevée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Rapport de maintenance et de contrôle périodique des moyens d'intervention

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rapport de maintenance et de contrôle périodique des moyens d'intervention

**Prescription contrôlée :**

[...] Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant dispose bien d'un registre dans lequel sont consignées l'ensemble des vérifications des moyens d'intervention.</p> <p>Les rapports des contrôles réalisés en 2024 ont bien été communiqués à l'inspection (voir point de contrôle précédent).</p> <p>Les non-conformités constatées sur le système de sécurité incendie lors de la première visite ont fait l'objet d'une contre-visite visant à lever ces non-conformités.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Indisponibilités des moyens d'intervention**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Indisponibilité des moyens d'intervention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir envisagé de moyens compensatoires à mettre en place en cas d'indisponibilité des moyens d'extinction.</p> <p>Il précise simplement que le système de sprinklage est secouru par un groupe électrogène en cas de perte des utilités.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place une procédure qui définit les modalités et les conditions de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, sous un délai d'un mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>